COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 17 décembre 2010
(convocation du 6 décembre 2010)

Aujourd'hui Vendredi Dix-Sept Décembre Deux Mil Dix à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TERRAZA Brigitte, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. BENOIT Jean-Jacques à M. DUBOS Gérard à partir de 12 h 00
Mme CARTRON Françoise à M. HERITIE Michel jusqu'à 09 h 50
Mme CURVALE Laure à M. CHAUSSET Gérard jusqu'à 11 h 20
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard à partir de 11 h 10
M. GAUTE Jean-Michel à M. GAÜZERE Jean-Marc
M. LABARDIN Michel à Mme CHAVIGNER Michèle jusqu'à 09 h 55
Mme LIRE Marie-Françoise à M. CAZENAVE Charles à partir de 11 h 50
M. PIERRE Maurice à M. SOUBABERE Pierre jusqu'à 09 h 50
M. ASSERAY Bruno à M. HURMIC Pierre
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme COLLET Brigitte jusqu'à 09 h 50

M. COUTURIER Jean-Louis à Mme LACUEY Conchita
Mlle DELTIPLE Nathalie à M. MOULINIER Maxime à partir de 11 h 00
M. EGRON Jean-François à Mme FAORO Michèle à partir de 11 h 10
M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL Clément jusqu'à 11 h 45
M. JUNCA Bernard à M. BOBET Patrick
M. MAURIN Vincent à Mme MELLIER Claude à partir de 11 h 35
M. MOGA Alain à M. GUYOMARC'H Jean-Pierre
M. POIGNONEC Michel à M. PUJOL Patrick
M. QUANCARD Denis à M. DUCASSOU Dominique
M. RESPAUD Jacques à Mme DIEZ Martine jusqu'à 11 h 00
M. SENE Malick à M. DAVID Alain

LA SEANCE EST OUVERTE

Programmation 2010 de logements locatifs conventionnés - Mise à jour des opérations retenues - Décision - Autorisation - Demande de crédits supplémentaires

Madame FAYET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La CUB a approuvé, par délibération n°2006/065 du 20 janvier 2006, la prise de délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat, dans les conditions prévues par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Cette délégation a été renouvelée en 2010 par la signature d'une nouvelle délégation entre l'Etat et la Communauté Urbaine de Bordeaux (délibération n°2010/0413 du 25 juin 2010).

Par délibération n° 2010/0413 du 25 juin 2010 le Conseil de Communauté a précisé les volumes d'agréments délégués pour 2010. Ceux-ci s'élèvent à 2 505 agréments et sont répartis de la manière qui suit :

Nature du logement	Objectifs annuels de la délégation
PLS (Prêt Locatif Social)	300
PLUS (Prêt Locatif à Usage Social)	1 552
PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration)	653
TOTAL annuel	2 505

Dans le cadre de la délibération n°2010/0412 du 25 juin 2010, les volumes d'agrément disponibles ont été affectés à différentes opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration présentées par les organismes de logement social ou les sociétés de promotion immobilière, après accord des communes concernées. Pour mémoire, la programmation retenue est présentée dans le tableau qui suit :

Nature du logement	Objectifs annuels de la délégation	Programmation triennale (2010-2012) agréments approuvés le 25 juin 2010
PLS (Prêt Locatif Social)	300	614
PLUS (Prêt Locatif à Usage Social)	1 552	1 848
PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration)	653	773
Total Annuel (hors PLS étudiant)	2 505	3 235

A ce jour, plusieurs opérateurs publics et privés nous ont annoncé le report ou l'annulation de plusieurs projets. Compte tenu de la demande permanente d'agrément supplémentaires, il est nécessaire de réaffecter sur de nouvelles opérations le volume d'agrément rendu disponible. A l'opposé, certains organismes de logement social et promoteurs privés ont sollicité la Communauté Urbaine en tant que délégataire des aides à la pierre, afin de bénéficier, pour des opérations récemment finalisées, des agréments nécessaires.

Le nombre d'agrément non affectés ainsi que les agréments demandés est précisé dans le tableau qui suit, selon le type de financement :

Nature du logement	Agréments non affectés	Agréments demandés hors programmation	Total agréments accordés en 2010
PLS	-109	+124	629 (1 107 logts)
PLUS	-604	+264	1 508
PLAI	- 376	+ 184	581
TOTAL	-1 089	+571	2 717

La liste globale des opérations PLUS - PLAI ayant été annulées, modifiées, reportées ou ajoutées fait l'objet de l'annexe 1, les opérations PLS fait l'objet de l'annexe 2.

Concernant les agréments PLS, les demandes de financement présentées répondent aux orientations arrêtés par la délibération du 25 juin 2010, hors EPHAD (Orientation 1), en particulier à :

- l'Orientation n°2 : Favoriser le rééquilibrage de l'offre sociale et promouvoir la mixité sociale et urbaine. Cette action induit le financement en PLS d'opérations situées en zone urbaine sensible principalement ;
- l'Orientation n°3 : Aider les communes déficitaires à atteindre leurs objectifs de production de logements locatifs conventionnés. L'objectif est de faciliter la production de logements sociaux dans des zones tendues où l'équilibre financier d'une opération s'avère difficile à assurer pour l'organisme de logement social.

Par ailleurs, l'allocation d'agrément PLS prend aussi en compte les programmes compris dans des parcelles soumises à des servitudes de diversité sociale.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis d'adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU la loi du 13 août 2004 relatives aux libertés et responsabilités locales

VU le code Général des Collectivités Territoriales

VU la délibération n°2010/0412 du 25 juin 2010

VU la délibération n°2010/0413 du 25 juin 2010

ENTENDU le rapport de présentation

DECIDE

Article 1 : Monsieur le Président est autorisé à agréer les opérations non encore identifiées à ce jour dans la limite du volume annuel d'agrément accordés par l'Etat ;

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à solliciter les agréments et les subventions supplémentaires auprès de l'Etat si nécessaire ;

Article 3 : Monsieur le Président est autorisé à notifier cette programmation aux opérateurs de logements locatifs conventionnés ;

Article 4 : Monsieur le Président est autorisé à accorder et à verser les subventions de L'Etat au titre de la délégation des aides à la pierre aux opérateurs selon les règles définies dans la convention de délégation des aides à la pierre de l'Etat du 19 juillet 2010 ;

Article 5 : Monsieur le Président est autorisé à accorder et à verser les aides propres de la Communauté Urbaine aux opérateurs selon les règles définies dans la délibération 2010/0412 du 25 Juin 2010 pour les opérateurs membres de la CDHLM et pour les autres opérateurs sociaux selon les règles inscrites dans le règlement d'Intervention Habitat et Politique de la Ville ;

Article 6 : Monsieur le Président est autorisé à payer les dépenses au moyen des crédits votés au budget 2010 en section d'investissement au chapitre 204.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 17 décembre 2010,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
13 JANVIER 2011

PUBLIÉ LE : 13 JANVIER 2011

M. VÉRONIQUE FAYET